



Conseil économique et social

Distr. générale
11 mars 2013
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2013

20-29 mai et 7 juin 2013

Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Société chinoise pour la promotion du Programme Guangcai	2
2. EarthRights International	3
3. Environic Foundation International	5
4. Hunter College Center for Community and Urban Health	7
5. Indigenous Peoples Survival Foundation	8
6. Association internationale « Znanie »	9
7. Association internationale pour la démocratie en Afrique	11
8. Association internationale pour la protection de la propriété intellectuelle	13
9. Fédération internationale des malentendants	15
10. IT for Change	16
11. Conseil norvégien pour les réfugiés	18
12. Rural Litigation and Entitlement Kendra	21
13. Society for the Protection of the Rights of the Child	23
14. Conseil soudanais des associations bénévoles	25
15. Voices of African Mothers	27



1. Société chinoise pour la promotion du Programme Guangcai

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

Pendant la période considérée, la Société chinoise pour la promotion du Programme Guangcai a tenu sa quatrième assemblée représentative et sa première réunion du quatrième conseil le 30 août 2010. La constitution de l'organisation a été modifiée. La portée de ses services a été élargie, passant des zones défavorisées, de celles habitées par des groupes ethniques minoritaires et des zones frontalières à l'ensemble de la nation. Son objectif a été élargi de manière à appuyer la mise en œuvre de stratégies majeures de développement national, incluant entre autres le développement de l'Ouest, la revitalisation de vieilles bases industrielles telles que le nord-est de la Chine, la promotion de l'essor de la Chine centrale et le développement d'une nouvelle campagne socialiste.

Contribution à des activités des Nations Unies

En juin 2008, un représentant de l'organisation a pris part à une conférence sur la réaction aux changements et le développement d'une économie durable en Asie, organisée par les Nations Unies en République de Corée. En mars 2010, l'organisation a participé à une table ronde sur la Chine et l'Afrique, axée sur le thème de la collaboration au lendemain de la crise financière, mise sur pied par le China-Africa Business Council. Près de 50 personnes ont pris part au forum, dont des responsables de l'ONU, des membres du personnel des ambassades des pays africains en Chine et des entrepreneurs privés. En avril 2011, aux côtés du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'organisation a été impliquée dans un forum organisé à Pékin sur le changement climatique et l'entreprise.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En avril 2008, une délégation de l'organisation a participé à la douzième session de la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à Accra. En mai 2008, une délégation a pris part à la seizième session de la Commission des Nations Unies sur le développement durable. En juin 2008, le Vice-Président de l'organisation a participé à une conférence à Pékin en présence du Secrétaire général et d'entrepreneurs privés chinois. Il a tenu une allocution dans laquelle il a présenté l'organisation et la situation des entrepreneurs privés en Chine ainsi que leur responsabilité sociale. En novembre 2009, il a également participé à une conférence sur la promotion de la coopération Sud-Sud et y a pris la parole.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En novembre 2008, aux côtés du PNUD et de l'UNIDO, l'organisation a mis sur pied une table ronde sur le changement climatique et l'entreprise à Beijing. Ils ont en outre organisé trois formations sur le renforcement de la capacité des entrepreneurs privés à réagir au changement climatique, à Nanning, Nanchang et Chendgu (en Chine), en 2009 et en 2010. Près de 320 entrepreneurs privés ont suivi les formations. Le Vice-Président de l'organisation a rencontré le coordinateur

résident des Nations Unies ainsi que le représentant du PNUD en Chine, en mai 2011. Les parties ont convenu de poursuivre leur collaboration afin de réduire la pauvreté, en mettant en particulier l'accent sur certains programmes de réduction de la pauvreté en Chine.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Une délégation de l'organisation s'est rendue en Afrique du Sud et en Mauritanie en 2009 où elle a été reçue par le Vice-Premier Ministre et établi une vaste collaboration avec le Gouvernement, des organisations qui investissent, la chambre de commerce et une association commerciale. Une fondation créée par l'organisation en août 2009 a été utilisée pour aider les enseignants et les étudiants à réaliser des recherches environnementales sur l'eau de même que pour subsidier des activités éducatives axées sur la protection de l'eau mises sur pied par des étudiants d'écoles primaires et secondaires.

Renseignements complémentaires

En décembre 2011, l'organisation a proposé sa première formation pour entrepreneurs privés des États-Unis d'Amérique. Dix-neuf entrepreneurs privés ont pris part à ce cours, axé entre autres sur la formation, la coopération et les visites de classe. L'organisation a aidé activement les entrepreneurs privés chinois à contribuer aux initiatives de lutte contre la pauvreté et de développement.

2. Earth Rights International

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

EarthRights International (ERI) est une organisation non gouvernementale (ONG) sans but lucratif, et possède des bureaux à Chiang Mai (Thaïlande), Lima et Washington D.C. Alors que ses activités de plaidoyer sont axées sur la politique relative à la responsabilité des entreprises en matière de violations des droits de l'homme de la région du Mékong, du bassin de l'Amazone et des États-Unis, les litiges dont elle s'occupe sont d'ordre général et portent sur des affaires d'autres régions telles que l'Afrique de l'Ouest et l'Inde.

Objectifs, mission et principales activités

L'organisation s'emploie à associer la force de la loi et le pouvoir du peuple aux fins de défendre les droits de l'homme et de protéger l'environnement. Elle est partenaire et représentant d'individus et de communautés victimes, rescapés ou menacés d'abus en matière de droits de l'homme et d'environnement, dont la plupart se produisent dans le cadre d'opérations d'exploitation de ressources naturelles, telles que l'exploitation forestière, la production de pétrole et de gaz, l'exploitation minière ou la dérivation de l'eau. ERI aide des communautés locales à développer leur propre capacité d'expression en vue de protéger leurs droits et leurs terres et de prévenir les dangers avant qu'ils ne surviennent. En cas de violation, ERI et ses partenaires locaux ont recours aux systèmes juridiques internationaux, nationaux et régionaux et à la sensibilisation, de même qu'à la mobilisation du

public pour réclamer des comptes. Par ailleurs, ERI contribue à conférer un caractère humain aux questions urgentes en matière de droits de l'homme et de l'environnement en intervenant directement auprès des communautés et en appelant l'attention des médias sur des expériences individuelles et des cas types.

Pendant la période considérée, l'organisation a ouvert un bureau à Lima et a entamé un travail de plaidoyer et de soutien en cas de litige axé sur des questions indigènes transfrontalières dans la région amazonienne.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période à l'examen, l'organisation a essentiellement contribué au travail des Nations Unies en participant au mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises. En mars 2008, elle a fait part d'un commentaire au Représentant spécial, intitulé « Mechanisms for improving access to justice for victims of human rights abuses by corporations » ainsi que d'un autre en octobre 2009, intitulé « knowledge' standard for aiding and abetting ». En janvier 2011, l'organisation a également fait part de commentaires sur le projet de Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : Mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations Unies. L'organisation a également participé à l'examen périodique universel, présentant des observations pour les États-Unis en avril 2010 et pour le Myanmar en juillet 2010.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Un représentant de l'organisation a participé à une réunion intitulée « Conflict, commerce and obstacles to justice », organisée par l'organisation norvégienne Fafo en soutien du mandat du Représentant spécial, les 11 et 12 septembre 2009 à Oslo.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le personnel de l'organisation a coopéré et maintenu la communication avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme à Bangkok, essentiellement sur des questions relatives notamment aux droits de l'homme et à l'activité des entreprises à Myanmar. Il a pris contact avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar en 2010 et 2011, notamment en aidant à organiser l'une de ses visites dans la région transfrontalière située entre le Myanmar et la Thaïlande. Les communications écrites informelles de l'organisation ont également été riches en informations pour les rapports du Rapporteur spécial.

L'organisation a eu des échanges réguliers avec l'Organisation internationale du travail pendant la période considérée. Elle a organisé des réunions de représentants de l'OIT à Myanmar afin de pouvoir expliquer le mécanisme de dénonciation du travail forcé de l'OIT aux personnes concernées sur le plan local. L'organisation a en outre rencontré des représentants de l'OIT à Genève à deux reprises au moins afin de débattre du travail forcé et des investissements au Myanmar.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation n'a pas lancé d'initiatives axées spécifiquement sur le soutien aux objectifs du Millénaire pour le développement étant donné qu'elle a mis l'accent essentiellement sur des activités de promotion de la responsabilité des entreprises en ce qui concerne les violations de l'environnement et des droits de l'homme. Toutefois, ses activités s'inscrivent en droite ligne des objectifs du Millénaire pour le développement, étant donné que les communautés qu'elle représente et avec lesquelles elle collabore - essentiellement des communautés indigènes de pays tels que le Myanmar et le Pérou - cherchent entre autres la transparence, la durabilité environnementale et la bonne gouvernance en guise de solutions aux abus qu'ils ont subis.

3. Environic Foundation International

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

Environic Foundation International a été créé en 1970 dans le cadre de la préparation de la Conférence internationale de la jeunesse sur l'environnement, parrainée par les Nations Unies, à Hamilton (Canada) en 1971. Cette conférence a été approuvée par les Nations Unies avant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de 1972 Stockholm. Depuis, l'organisation axe essentiellement ses efforts sur le développement et la mise en œuvre de programmes d'éducation environnementale et le développement durable pour les jeunes au collège et à l'université.

Objectifs, mission et principales activités

L'organisation a pour mission d'inciter les personnes à délaisser les pratiques sociales, économiques et environnementales destructives pour des pratiques constructives en proposant un enseignement aidant à comprendre les problèmes sociaux, économiques et environnementaux liés au développement durable. Ses programmes éducatifs visent à renforcer la capacité des étudiants de l'enseignement supérieur à mieux comprendre ces questions, ainsi que leurs interactions, de manière à développer des solutions efficaces et à les mettre en œuvre.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les programmes éducatifs de l'organisation facilitent le travail de la quasi-totalité des organisations du système des Nations Unies étant donné qu'ils permettent d'intégrer la compréhension des problèmes sociaux, économiques et environnementaux internationaux, de même que les stratégies efficaces pour y faire face, dans la formation de base de tous les étudiants universitaires ou de l'enseignement secondaire. Ses programmes éducatifs se penchent sur les problèmes que la Commission du développement durable a identifiés comme étant les plus importants. Ils ont trait notamment à l'agriculture, la biodiversité, la biotechnologie, le climat, la consommation, la culture, la prise de décisions, l'éducation, l'énergie, les technologies respectueuses de l'environnement, les finances, les forêts, la santé, les établissements humains, la justice et la paix, la terre, les montagnes, les océans et les mers, la pauvreté, la sensibilisation du public, le commerce, les transports, les déchets et l'eau.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En mai 2008, l'organisation a parrainé et présenté, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), un forum sur les systèmes durables, axé sur l'environnement, l'éducation et le développement durable en Afrique, mis sur pied dans le cadre de la seizième session de la Commission du développement durable.

En novembre 2008, elle a dirigé un atelier réservé aux éducateurs sur les sociétés durables en Afrique, proposant des modules sur l'éducation en faveur du développement durable. Il s'agissait d'un programme éducatif pour les étudiants universitaires d'Afrique mis sur pied en partenariat avec le PNUE à l'occasion de la première conférence internationale sur l'intégration de l'environnement et du développement durable dans les universités africaines, à Nairobi.

En mai 2009, l'organisation a dirigé un atelier destiné aux vice-chanceliers des universités africaines sur les sociétés durables en Afrique, proposant entre autres des modules sur l'éducation en faveur du développement durable pour le compte du PNUE dans le cadre de la douzième conférence générale de l'Association des universités africaines, organisée à Abuja.

En septembre 2009, l'organisation a contribué à une présentation sur les sociétés durables en Afrique, traitant entre autres des modules sur l'éducation en faveur du développement durable, dans le cadre d'un atelier du PNUE sur l'intégration de l'environnement et du développement durable dans les universités des Caraïbes, à Kingston.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Au cours de la période à l'examen, l'organisation a collaboré avec le PNUE sur le développement de sociétés durables en Afrique, et notamment sur le développement de modules d'éducation pour le développement durable, dans le cadre du programme du PNUE sur l'intégration de l'environnement et du développement durable dans les universités africaines.

Elle s'est en outre associée au personnel du PNUE afin d'élaborer une présentation sur les sociétés durables en Afrique, et notamment des modules sur l'éducation pour le développement durable, à l'occasion du cinquième congrès mondial sur la formation en matière d'environnement, organisé à Montréal (Canada) en mai 2009.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation axe normalement ses activités sur le développement et la mise en œuvre de programmes d'éducation portant sur la sensibilisation au développement durable social, économique et environnemental, collaborant essentiellement avec le PNUE, les institutions universitaires et des entreprises des États-Unis et d'Afrique.

En mai 2008, l'organisation a participé à un ensemble de tables rondes sur les objectifs du Millénaire pour le développement, dans le cadre de la seizième session de la Commission du développement durable.

Renseignements complémentaires

Au cours de la période à l'examen, en plus de rendre les sociétés durables en Afrique et de développer des modules de formation sur le développement durable accessibles dans le monde via le site Web du PNUE, l'organisation a également élaboré de nouvelles versions d'un programme éducatif sur les sociétés durables basé sur les problèmes de durabilité dans le monde que la Commission du développement durable a jugés comme étant les plus graves. Les points du nouveau programme portent entre autres sur les sociétés durables dans le monde, sur le bassin de la rivière James ainsi que sur les sociétés durables pour les entreprises. Ils sont actuellement utilisés par deux universités aux États-Unis.

4. Hunter College Center for Community and Urban Health

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

Le Centre développe des programmes, études et formations scientifiquement rigoureux et factuels, dans le domaine de la santé publique.

Objectifs, mission et principales activités

Le Centre s'enorgueillit de concevoir conjointement et d'évaluer localement les interventions en matière de santé aux États-Unis et dans le monde avec les membres de communautés scientifiques, de clients et de services afin d'améliorer l'existence des populations défavorisées.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Directeur exécutif du Centre a co-présidé le Comité des organisations non gouvernementales sur le VIH/sida aux Nations Unies à New York. Le Centre travaille et publie dans le domaine de la santé publique, notamment avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sur des directives mondiales relatives à la divulgation de la séropositivité et avec les instituts de santé nationaux des États-Unis afin d'encadrer la prochaine génération de chercheurs spécialisés dans le domaine des interventions liées au VIH.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Centre a organisé, a coparrainé et s'est exprimé à l'occasion des événements suivants :

a) Le Centre a été l'organisateur et le modérateur d'un groupe de travail sur la psychologie cherchant à déterminer ce que cette dernière propose en matière d'éducation des filles et des femmes, mis sur pied dans le cadre d'un événement parallèle de la cinquante-cinquième session de la Commission sur le statut des femmes, organisé à New York en mars 2011;

b) Le Centre a proposé une présentation sur les causes et conséquences de la pauvreté, des stigmates et du VIH chez les enfants et les familles, dans le cadre d'un

événement parallèle de la quarante-neuvième session de la Commission du développement social, mis sur pied à New York en février 2011;

c) Le Centre a proposé une présentation précisant les réactions des enfants dans le monde lorsqu'ils apprennent leur séropositivité dans le cadre d'un événement parallèle du Comité des organisations non gouvernementales sur le VIH/sida organisé à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre le sida, à New York, en décembre 2011;

d) Le Centre a proposé une présentation sur la gestion de nos communautés, de nous-mêmes et du sida dans le cadre d'une séance d'information sur la Journée mondiale de la lutte contre le sida, parrainée par la Mission permanente du Soudan auprès des Nations Unies et le Comité chargé des organisations non gouvernementales sur le VIH/sida, à New York en décembre 2009;

e) Le Centre a participé à un forum sur le VIH/sida, visant à faire part des préoccupations et à établir des partenariats pour l'action, mis sur pied parallèlement à la quarante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, à New York en mars 2010;

f) Le Centre a pris part à un groupe de travail sur le stress émotionnel et physique lié aux soins prodigués aux personnes touchées par le VIH/sida, dans le cadre d'un événement parallèle de la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, à New York en mars 2009.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Par le biais du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le Centre a proposé des directives à l'usage des orateurs prenant part à la réunion à haut niveau de l'Assemblée générale sur le Sida, organisée à New York en juin 2011, et a coparrainé le débat mis sur pied pour la Journée mondiale de la lutte contre le sida de 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les programmes, présentations et publications du Centre entendent lutter contre le VIH et promouvoir l'égalité entre les sexes, souvent en préconisant une éducation universelle.

5. Indigenous Peoples Survival Foundation

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

L'Indigenous Peoples Survival Foundation a été créée en 1979 par des peuples indigènes afin de préserver les cultures indigènes des tribus Kalash et Khow. Ces tribus vivent isolées depuis des milliers d'années dans l'Himalaya, au nord-ouest du Pakistan et au nord-est de l'Afghanistan. La fondation a également pour mission de plaider pour la préservation culturelle de l'ensemble de la communauté indigène dans le monde.

Objectifs, mission et principales activités

L'organisation a pour mission de protéger les droits de l'homme, les ressources naturelles, les coutumes et traditions des tribus Kalash et Khow ainsi que de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en mettant en œuvre des programmes ciblés au niveau communautaire luttant contre la faim et la pauvreté et en rendant la santé et l'éducation accessibles. L'organisation vise à élargir les projets durables aux communautés indigènes dans le monde.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les peuples Kalash et Khow ne connaissaient l'ONU que de nom. Ils ne connaissaient pas l'existence de la Charte des Nations Unies, et encore moins ses buts. Ils n'avaient jamais été en contact avec l'ONU. Même leurs liens avec le monde extérieur (routes, communications téléphoniques) sont interrompus six mois par an, en raison de l'isolement géographique et de la sévérité du climat. La Fondation a fait connaître à ces tribus les buts des Nations Unies et fait prendre conscience, au sein de l'ONU, de leur triste sort. Grâce à ses activités, ces deux tribus ont pris conscience de leur place au sein du système des Nations Unies. La Fondation participe depuis 1995 aux réunions de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Elle a recueilli et diffusé les informations réunies lors de ces réunions afin d'éduquer les tribus indigènes dans les montagnes. Il a fallu de nombreuses années pour que la Fondation parvienne à éduquer les tribus indigènes, ce qui a permis à l'ONU de diffuser ses informations à ces peuples anciens. La Fondation met sur pied des programmes d'aide alimentaire, éducatifs et de santé afin de fournir des services essentiels pour les tribus indigènes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Il n'y a pas eu de participation au cours de la période considérée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation est déterminée à éradiquer la faim et la pauvreté. Depuis 2010, elle offre des repas quotidiens issus de ses soupes populaires dans le nord-ouest du Pakistan. Près de 36 000 personnes bénéficient de ses services nutritionnels chaque année. Elle est engagée en faveur de la santé à travers son programme de transport/santé assurant le transport de personnes malades et d'indigents vers des installations de meilleure qualité dans des villes plus grandes. La Fondation emmène des patients nécessitant un traitement plus poussé dans des installations de santé mieux équipées. Elle est engagée en faveur de l'éducation, proposant des bourses de formation aux étudiants afin de les aider à trouver de l'emploi et à améliorer la société dans laquelle ils vivent.

6. Association internationale Znanie

Statut consultatif spécial, 1993

Introduction

L'Association internationale Znanie est l'une des plus anciennes associations d'organisations non gouvernementales au monde. Les membres de l'Association

sont des organisations et unions scientifiques et éducatives, des sociétés « Znanie » des pays de la Communauté des États indépendants (CEI) ainsi que des ONG éducatives d'autres pays tels que la Bulgarie, l'Allemagne, la Hongrie, Israël, l'Italie, la Mongolie et les États-Unis. Outre son statut consultatif auprès du Conseil économique et social, l'Association a une accréditation auprès de l'Organisation pour le développement industriel (ONUDI) et du Département de l'information (DPI). Elle a longtemps été membre du Groupe d'étude des technologies de l'information et des communications des Nations Unies. Elle travaille aujourd'hui activement dans l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES).

Objectifs, mission et principales activités

L'Association a pour objectifs principaux de promouvoir les efforts concertés et de faciliter l'activité intellectuelle et humanitaire de ses membres, d'accroître le niveau culturel et éducationnel de la population, de favoriser les contacts entre hommes de science et experts de différents pays, de faciliter les échanges internationaux d'informations ainsi que la diffusion de connaissances scientifiques, techniques et humanitaires.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association contribue à la mise en œuvre des buts et objectifs des Nations Unies, en particulier ceux concernant la diffusion du savoir, la protection des droits de l'homme, la formation permanente, conformément à l'esprit de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des objectifs du Millénaire pour le développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période considérée, des représentants de l'organisation ont pris part à des réunions et événements organisés par les Nations Unies et ses organes, et notamment :

- Aux sessions de l'Assemblée générale;
- Au soixante-deuxième Congrès de la Fédération internationale d'astronautique, à Cape Town (Afrique du Sud), en octobre 2011;
- À une conférence sur la défense planétaire, à Bucarest, en mai 2011;
- Au Forum international sur les technologies de l'information et de la communication et l'innovation en matière d'éducation, à Monterrey (Mexique), en septembre 2009;
- À la cinquante-deuxième session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, à Vienne en juin 2009;
- À une réunion du Forum international sur l'innovation en matière d'éducation et de développement, à Erevan, en octobre 2008.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a collaboré activement avec des organisations internationales faisant autorité, ainsi que des centres culturels et pédagogiques de divers pays.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Reconnaissant les objectifs du Millénaire pour le développement comme le principal cadre de développement durable et afin de faciliter la concrétisation de ces objectifs, l'Association a mis sur pied en 2009 un système aérospatial de surveillance international destiné à alerter la communauté internationale au moment opportun de situations d'urgence ainsi que de catastrophes naturelles et anthropiques grâce à un système international de surveillance et de prévisions exploitant le potentiel technique et scientifique de systèmes de surveillance aériens et spatiaux terrestres du monde entier, et notamment le développement et l'intégration de ressources liées à la navigation, la télécommunication et l'information, afin de résoudre des problèmes mondiaux.

Le projet a bénéficié d'un vaste soutien du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, du Ministère des affaires étrangères russe, de l'Académie internationale d'astronautique ainsi que de l'Agence spatiale russe.

L'Association est membre de l'Université moderne des sciences humaines de Moscou, l'une des cinq universités les plus importantes au monde.

De plus, l'Association a lancé le concept consistant à créer une université mondiale chargée d'assurer une couverture universelle pour une coopération mondiale ainsi qu'une répartition internationale du travail à travers un échange mutuel en important et en exportant des connaissances des universités et professeurs de premier plan du monde entier. Le projet est soutenu par le centre spatial de recherche et de production de l'État russe ainsi que de l'Académie russe de cosmonautique.

7. Association internationale pour la démocratie en Afrique

Statut consultatif spécial, 1996

Introduction

L'Association est une organisation de développement qui a pour mission de promouvoir la démocratie participative, le développement durable et la croissance économique sur le continent africain. L'Association entretient des liens institutionnels avec des universités d'Inde et d'Afrique.

L'Association est une organisation non gouvernementale neutre, à but non lucratif dont le siège se situe au Niger.

L'Association a pour mission de mettre en œuvre des programmes ayant un fondement culturel, en vue de renforcer et de conforter les principes fondamentaux de la démocratie, de la liberté et de la pluralité économique dans l'ensemble de l'Afrique. Elle s'emploie également à intégrer les nouvelles démocraties africaines

dans l'économie mondiale dominante, de façon à favoriser la paix et la prospérité en Afrique. En 1996, l'Association a été dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social. L'Association figure également sur la liste d'organisations privées volontaires de l'Agency for International Development des États-Unis. L'Association collabore avec l'Union africaine dans le cadre de programmes et projets.

Objectifs, mission et principales activités

Les objectifs et la mission de l'organisation sont notamment les suivants :

- L'éducation et la formation à la démocratie et à la gouvernance;
- Les processus électoraux et politiques;
- Le développement économique, le commerce et la promotion des investissements;
- La réinstallation des réfugiés dans le cadre de programmes humanitaires et des secours d'urgence.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association soutient la démocratisation et la bonne gouvernance à travers des programmes et projets innovants visant à résoudre les problèmes sociopolitiques et économiques de l'Afrique. L'Association entend mettre en œuvre des programmes culturels visant à renforcer et améliorer les principes fondamentaux de la démocratie, à éduquer et renforcer la participation citoyenne au processus démocratique en plus d'encourager la responsabilité et la transparence au sein du gouvernement. Bien que l'Afrique soit le continent le moins développé et le plus pauvre au monde, les États-Unis ont plus d'échanges commerciaux avec l'Afrique qu'avec l'ex-Union soviétique ou l'Europe de l'Est. Ces dernières années, le retour sur investissements dans les pays africains s'est maintenu en moyenne à 30 %, soit un pourcentage supérieur à toute autre région. Les diverses contraintes ayant dissuadé les investissements privés dans de nombreux pays africains, entravant ainsi le développement économique, l'emploi, la croissance des revenus, de même que la création de recettes publiques, disparaissent petit à petit. Toutes les stratégies d'aide humanitaire poursuivent deux missions fondamentales : sauver des vies et réduire les souffrances humaines. Si les secours peuvent compléter les efforts en matière d'aide humanitaire, les programmes de réhabilitation immédiate procurent les résultats les plus productifs et de meilleure qualité en rendant la population autonome.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période à l'examen, la Fédération a participé à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 25 février au 7 mars 2008; à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Copenhague en décembre 2009 et à la quarante-cinquième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, tenue à Genève, du 18 janvier au 5 février 2010. L'organisation a également participé à un atelier régional sur le suivi des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique, à Kampala, du 7 au 9 mars 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé au troisième Forum social mondial sur les migrations, à Madrid du 11 au 13 septembre 2008. Elle a également présenté une déclaration commune avec d'autres ONG néerlandaises au nom des Africains et des peuples d'origine africaine lors de la Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, du 20 au 24 avril 2009 à Genève. Le Secrétaire de l'organisation a assisté à une conférence sur les interactions dans la diversité pour la cohésion sociale, axée sur des cadres et références visant à adapter l'organisation et les compétences des services sociaux aux exigences d'une société plurielle, tenue à Strasbourg (France) les 7 et 8 décembre 2010. Un bulletin spécial de l'Association a été élaboré et diffusé sur la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la concrétisation de l'objectif 1 des objectifs du Millénaire pour le développement - à savoir la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim - en Équateur, en Éthiopie, en Somalie, en Afrique du Sud et au Suriname.

8. Association internationale pour la protection de la propriété intellectuelle

Statut consultatif spécial, 1960

Objectifs, mission et principales activités

L'Association internationale pour la protection de la propriété intellectuelle a pour objet d'améliorer et de promouvoir la protection de la propriété intellectuelle tant au niveau international que national. À cet effet, elle contribue à élaborer, étoffer et améliorer les traités et arrangements internationaux et régionaux ainsi que les lois nationales relatives à la propriété intellectuelle. Elle réalise des études des lois nationales en vigueur et propose des mesures pour les harmoniser au niveau international. Ce faisant, elle a de plus en plus été appelée à s'intéresser à des questions liées aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Le Statut de l'Association définit comme suit ses buts et les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre :

- a) Promouvoir l'idée de la nécessité d'assurer la protection, tant au niveau national qu'au niveau international, de la propriété intellectuelle dans le sens le plus large, de réprimer la concurrence déloyale et de favoriser le progrès de la protection de la propriété intellectuelle;
- b) Étudier et comparer les lois existantes et les projets de nouvelles lois, les améliorer et favoriser leur harmonisation;
- c) Contribuer au développement, à l'extension et à l'amélioration des conventions et traités internationaux concernant la protection de la propriété intellectuelle.

L'Association s'efforce notamment d'atteindre ses buts et objectifs par la diffusion d'informations, y compris la préparation et la distribution de publications, l'organisation de congrès et autres réunions, l'intervention auprès des gouvernements et des organismes intergouvernementaux, ainsi qu'auprès des organisations nationales, régionales et internationales.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation européenne des brevets (OEB) et l'Association entretiennent des relations très étroites. L'Association a le statut d'observateur tant à l'OMPI qu'à l'UPOV.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

De 2008 à 2011, l'Association a été représentée à l'OMPI au sein du Comité permanent du droit des brevets, du Comité permanent du droit des marques, des sessions relatives au Traité de coopération en matière de brevets ainsi que du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore. S'agissant de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), l'Association était représentée dans les sessions ordinaires. L'Association a présenté des résolutions, de même que des points de vue et des opinions à l'OMPI et à d'autres organes compétents afin de faire connaître sa position et, conformément à ses buts et objectifs, favoriser le progrès de la protection de la propriété intellectuelle. Chaque année, le Bureau de l'Association et le Directeur général de l'OMPI ainsi que d'autres représentants de l'OMPI se rencontrent à l'occasion d'une réunion annuelle de coordination à Genève. Ces réunions sont l'occasion d'aborder les questions urgentes et importantes, d'échanger des vues et de renforcer les contacts, généralement excellents. La collaboration entre l'OMPI et ses responsables, d'une part, ainsi que l'Association et les membres de son bureau, d'autre part, est excellente. La tenue de la Conférence sur le privilège du client organisée au siège de l'OMPI en mai 2008 à Genève, en collaboration avec l'OMPI, témoigne notamment de ces bonnes relations.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La principale tâche de l'Association a consisté à établir un projet de traité définissant les critères minimaux du privilège du client concernant les conseils professionnels en matière de propriété intellectuelle, comme l'Association l'avait déjà proposé à l'OMPI en juillet 2005. Ce projet fondé sur une résolution de l'Association, a été accueilli favorablement et appuyé par l'OMPI et les organes nationaux. Le Comité permanent sur le droit des brevets à l'OMPI a adopté ce point. L'Association a présenté cinq propositions sur ce point à l'OMPI au cours des quatre dernières années. Les représentants de l'OMPI ont été invités à présenter les positions de cette dernière sur diverses questions relatives à la propriété intellectuelle dans le cadre des réunions annuelles de l'Association.

9. Fédération internationale des malentendants

Statut consultatif spécial, 1996

Introduction

La Fédération internationale des malentendants est un organisme de coordination créé en 1977 sous la forme d'une organisation sans but lucratif agréée. Elle est essentiellement composée d'organisations membres de malentendants. Comptant 44 membres répartis dans 33 pays, elle représente 600 à 700 millions de malentendants dans le monde.

Objectifs, mission et principales activités

La Fédération œuvre pour une meilleure compréhension des problèmes de perte d'acuité auditive et un élargissement de l'accès des malentendants dans le monde. Elle défend les intérêts de cette catégorie de personnes et sert de cadre de coopération et d'échange de données entre ses membres, organisations actionnaires, gouvernements de même que le public et les personnes. Pendant la période considérée, la portée géographique de la Fédération a été élargie pour inclure l'Afrique, augmentant ainsi le nombre de ses membres.

Contribution à des activités des Nations Unies

Un document relatif aux directives sur l'accessibilité à l'attention des personnes malentendantes aux Nations Unies a été présenté dans le cadre d'un séminaire spécial à Genève, le 7 octobre 2010, lors d'une réunion mise sur pied à l'occasion de la quatrième session du Comité des droits des personnes handicapées. La Fédération a plaidé en faveur de la prise en considération du fait qu'un cadre propice libre de toute entrave revient à fournir une acoustique favorisant de faibles réverbérations ainsi que des milieux caractérisés par un faible niveau de bruit. Il a été recommandé de mettre à disposition des dispositifs d'aide à l'écoute ainsi que des systèmes de haut-parleurs. Il a également été recommandé de veiller à proposer des annonces sonores de façon visuelle. La transcription de textes dans des systèmes de communication publique a été recommandée de même que la mise à disposition de ressources permettant de satisfaire les besoins des malentendants dans les lieux publics et les systèmes de transit.

Des systèmes de sous-titrage et d'aide à l'écoute pour les malentendants ont été prônés dans un document interhandicaps communiqué au Bureau des politiques de développement portant sur l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées à la programmation du PNUD. Un premier avant-projet du document s'est penché sur l'interprétation en langage des signes, lequel ne satisfait pas aux besoins de la majeure partie des membres malentendants.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Président de la Fédération a participé à la deuxième session du Comité des droits des personnes handicapées, à New York. Il a pris la parole lors d'une session plénière le 2 septembre 2009. Des représentants de la Fédération ont également pris part à la troisième session de la Conférence des États parties à la Convention, à New York du 1 au 3 septembre 2010, de même qu'à sa quatrième session à New York du 7 au 9 septembre 2011. La Fédération a pris part à un forum consultatif de la société

civile, parrainé par l'International Disability Alliance ainsi que le Département des affaires économiques et sociales, le 6 septembre 2011.

Le Président de la Fédération a pris part à une réunion du Rapporteur spécial de la Commission du développement social chargé d'étudier la situation des handicapés, établissant des rapports annuels à la Commission chargée de l'application des Règles pour l'égalisation des chances des handicapés. Ladite réunion s'est tenue le 9 septembre 2011 à New York.

La Fédération était représentée au lancement du fonds d'affectation spéciale multidonateurs sur les droits de l'homme le 8 décembre 2011 à New York. Le Fonds compte cinq organismes des Nations Unies, dont le PNUD, le HCR, le Département des affaires économiques et sociales, l'OMS et l'Unicef. Il a pour mission d'aider les États Membres des Nations Unies à mettre en œuvre la Convention, en mettant l'accent sur les personnes les plus marginalisées.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En juin 2011, le Président de la Fédération a pris part à une table ronde organisée à New York, marquant le lancement du Rapport mondial sur le handicap par l'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale. Des informations sur le rapport ont été diffusées au sein des réseaux de la Fédération de manière à fournir un plan d'action.

La Fédération est restée en relation avec le Comité de l'OMS en ce qui concerne sa Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé de même qu'avec le Committee on World-Wide Hearing Care For Developing Countries.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans la brochure qu'elle a publiée sur son site Web dans plusieurs langues, la Fédération sensibilise à la déficience auditive et à la nécessité de soins auditifs adéquats pour tous, en conformité avec les objectifs 5 et 6 des objectifs du Millénaire pour le développement, axés respectivement sur l'amélioration de la santé maternelle et le combat contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.

Renseignements complémentaires

La Fédération est déterminée à collaborer avec les Nations Unies afin d'améliorer l'accès auditif et d'attirer l'attention sur l'audition dans le monde.

10. IT for Change

Statut consultatif spécial, 2008

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

IT for Change a créé un centre de logiciels du domaine public afin d'encourager le recours à des logiciels libre et gratuits au sein des institutions publiques avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Pendant la période considérée, l'organisation a lancé un programme de microfinancements de deux ans couvrant six pays, axé sur le

thème de l'égalité des sexes et de la citoyenneté au sein de la société de l'information avec le soutien de l'UNICEF, Elle a en outre mené un projet axé sur les processus d'apprentissage chez les adolescentes sorties du système scolaire. Il a pris part à un atelier sur les stéréotypes sexistes, mis sur pied par l'Institut d'études sur le développement au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Avec le concours de l'UNESCO, il a réalisé un film sur la modification de la formation des enseignants à l'aide de logiciels publics, et a collaboré avec le ministère de l'éducation de l'État de Karnataka (Inde), aux fins de l'intégration des TIC dans l'éducation, en mettant l'accent sur des points de collaboration et le contenu local. L'organisation a conseillé plusieurs organismes gouvernementaux et non gouvernementaux sur les modèles progressistes d'e-gouvernance, en particulier en ce qui concerne les centres d'information et de services communautaires. Elle a formé plusieurs ONG sur la manière d'exploiter les technologies de l'information et de la communication de manière à améliorer leurs processus de gestion des connaissances et autres processus organisationnels.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a mis sur pied des ateliers avec diverses parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales lors de chaque réunion annuelle du Forum sur la gouvernance d'Internet pendant la période à l'examen. Ses représentants ont pris part aux réunions plénières et à plusieurs autres ateliers organisés lors de ces réunions.

Les représentants de l'organisation ont été conviés pendant la période à l'examen aux réunions annuelles de la Commission de la science et la technique au service du développement et ont été invités à offrir leurs compétences d'experts lors de tables rondes au niveau ministériel.

Un représentant de l'organisation a pris part à un séminaire mis sur pied à Genève par le HCR en février 2010 sur la mise en œuvre des droits culturels.

En décembre 2010, l'organisation a apporté des contributions aux consultations publiques du Département des affaires économiques et sociales sur l'amélioration de la coopération relative aux questions politiques liées à Internet.

Un représentant de l'organisation a participé à un atelier de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) sur les innovations phares liées à la prestation de services respectueux de l'équité entre les sexes, à Dar es Salaam en juin 2011.

L'organisation a pris part à une discussion en ligne sur les nouveaux médias et l'espace démocratique, organisée par le Centre régional Asie-Pacifique du PNUD.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'un des représentants de l'organisation a été Conseiller spécial auprès du Président du Forum sur la gouvernance d'Internet.

Deux représentants de l'organisation étaient membres du conseil consultatif de l'Alliance globale pour les technologies de l'information et de la communication et le développement.

Un représentant de l'organisation était membre d'un groupe de travail de la Commission de la science et de la technique au service du développement axé sur l'amélioration du Forum sur la gouvernance d'Internet.

L'organisation s'est associée à l'UNESCO et au gouvernement régional de Kerala (Inde) afin de mettre sur pied un atelier international, en mai 2010, dans le cadre duquel la « Déclaration de Kochi sur les logiciels publics » a été adoptée.

L'organisation a été invitée par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique à proposer son expertise dans le cadre du volet du processus de révision de 2008 consacré aux médias et aux technologies de l'information et de la communication concernant l'analyse de 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et Programme d'action de Beijing.

L'organisation a été conviée à une réunion d'experts sur le droit à jouir des avantages procurés du progrès scientifique et de ses applications, mis sur pied par le Rapporteur spécial sur la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels à Genève. Elle a en outre contribué au rapport final en décembre 2011.

Un représentant de l'organisation a été invité à faire partie d'un groupe spécial d'experts de l'Alliance globale sur la connectivité et l'accès au sein de la région Asie-Pacifique aux technologies de l'information et de la communication pour le développement.

L'organisation a contribué à l'élaboration de divers documents annuels de l'Alliance globale.

Elle a participé à l'élaboration d'un document de l'Alliance globale sur la réalisation de l'égalité entre les sexes à travers l'accès et l'appropriation des technologies de l'information et de la communication, en mettant l'accent sur l'adoption d'une approche basée sur les droits.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mis sur pied une étude dans plusieurs pays axée sur les technologies de l'information et de la communication en faveur du développement local participatif, dans le cadre d'un projet du PNUD sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour favoriser un développement local participatif et appuyer la concrétisation des objectifs du Millénaire pour le développement en mettant l'accent sur l'identification de possibilités, défis et méthodes et manières d'avancer. Elle a mené un projet soutenu par le PNUD sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication visant à émanciper les femmes dans le cadre d'un vaste programme visant à habiliter les femmes et lancé par le Gouvernement indien.

11. Conseil norvégien pour les réfugiés

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

L'organisation est une ONG indépendante, humanitaire et sans but lucratif apportant une aide, une protection et des solutions durables aux réfugiés ainsi

qu'aux déplacés dans le monde. La majorité de ses quelques 3000 membres sont des employés nationaux engagés dans des projets lancés dans près de 20 pays. Tous les projets de l'organisation sont gérés par une petite administration efficace à Oslo.

Objectifs, mission et principales activités

À travers ses programmes, l'organisation permet de satisfaire les besoins humanitaires immédiats des déplacés, de prévenir de nouveaux déplacements et de contribuer à des solutions durables. Par son travail de plaidoyer, elle s'efforce de défendre les droits et d'apporter des solutions durables. L'Observatoire des situations de déplacement interne de l'organisation à Genève surveille et fournit des informations actualisées sur toutes les situations de déplacement interne engendrées par les conflits dans le monde. Grâce à ses registres, l'organisation apporte son expertise aux Nations Unies de même qu'aux acteurs nationaux et internationaux en sa qualité de partenaire stratégique.

En 2010, l'organisation a parachevé les travaux sur une stratégie de sensibilisation mondiale pour 2010 à 2012, laquelle comportait un plan de travail visant à renforcer l'accès à la sensibilisation. Courant 2011, l'organisation a réexaminé son portefeuille de programmes, ses pratiques de terrain de même que la politique de programmation de l'organisation. Elle a également décidé de réorienter son action et de passer de la distribution de denrées alimentaires à des programmes plus sensibles au contexte afin de promouvoir les moyens d'existence et l'autosuffisance, d'améliorer les capacités techniques permettant de gérer les programmes d'eau, d'assainissement et d'hygiène ainsi que de répondre de manière plus flexible et éclairée aux besoins des jeunes.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a engagé un dialogue de fond sur l'action à mener avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Coordonnateur des secours d'urgence, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays ainsi que de nombreux autres partenaires des Nations Unies. L'organisation participe activement aux forums interorganisations, tels que le Comité permanent interorganisations, le groupe central sur l'espace humanitaire, le Groupe mondial de la protection ainsi que le groupe du financement de l'action humanitaire. L'observatoire des situations de déplacement interne de l'organisation a accès aux forums de décision interorganisations, aux missions permanentes auprès des Nations Unies ainsi qu'aux défenseurs des droits de l'homme. Le centre co-préside un groupe de travail sur l'apprentissage ainsi qu'un groupe de travail de haut niveau du Groupe mondial de la protection. Il est en outre membre d'un groupe de travail sur la protection de l'enfance du Groupe mondial de la protection ainsi que de l'Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations chargée de trouver des solutions aux problèmes humanitaires en milieu urbain et du Sous-Groupe de travail sur l'égalité des sexes et l'action humanitaire du Comité permanent interorganisations. En tant que tel, il partage les pratiques optimales avec des acteurs impliqués dans les politiques de protection spécifiques aux personnes déplacées.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation est membre de groupes de travail du Comité permanent interorganisations sur la coordination de l'aide humanitaire et le financement de l'intervention humanitaire, de comités consultatifs de fonds humanitaires communs et de fonds d'intervention pour les urgences humanitaires, les relations civilo-militaires, la coordination sectorielle globale et l'espace humanitaire; de plus, le Secrétaire général de l'organisation était jusqu'à récemment membre d'un groupe consultatif du Fonds central pour les interventions d'urgence. L'organisation privilégie la participation à des groupes sectoriels chargés de la protection, de l'éducation et de l'hébergement dans des situations d'urgence. Elle copréside des groupes sectoriels dans trois pays et a participé à des événements mis sur pied dans le cadre de réunions de haut niveau de l'Assemblée générale. Elle intervenait activement dans le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence de même que dans un groupe de travail sur les normes minimales d'éducation globales dans les situations d'urgence. Elle a pris part à une réunion du comité exécutif du HCR de même qu'au débat consacré aux questions humanitaires des conférences annuelles et événements parallèles du Conseil économique et social. Elle joue un rôle primordial au sein de la communauté des ONG en ce qui concerne les préoccupations liées aux déplacements de population dus aux changements climatiques et travaille activement sur celles liées à la préparation, à la résilience et à la réduction des risques de catastrophe touchant les populations déplacées. L'organisation a mis sur pied des conférences à Genève, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio+20) et à Oslo. Elle a également contribué aux consultations annuelles pour le Programme de partenariats pour le déploiement de personnel d'appoint.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'ONU compte parmi les partenaires collaborateurs les plus proches de l'organisation. Elle entend notamment contribuer au renforcement de l'ONU ainsi que de sa capacité et position afin de faire face aux situations d'urgence et de satisfaire les besoins humanitaires, en ce compris les situations de déplacement. Au cours de la période à l'examen, l'organisation a coopéré étroitement avec plusieurs organismes des Nations Unies à travers la mise en œuvre de programmes conjoints, et plus particulièrement avec le HCR, le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF de même que l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pendant la période considérée, l'organisation a contribué à la concrétisation des objectifs du Millénaire pour le développement à travers ses activités de programmes dans environ 20 pays, et plus particulièrement à l'objectif 1, grâce à des activités de distribution d'une aide alimentaire d'urgence et de sécurité alimentaire; à l'objectif 2, en assurant un enseignement en situations d'urgence et des activités de relèvement rapide pour les enfants et les adolescents, une formation pédagogique et la construction d'écoles; et à l'objectif 3, en assurant l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les politiques relatives aux compétences fondamentales; et à l'objectif 7 en fournissant des services sanitaires pour les écoles et les camps.

12. Rural Litigation and Entitlement Kendra

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

L'organisation vise à favoriser une société juste et durable, de même qu'à aider les groupes autochtones, les populations marginalisées, les femmes et les enfants à revendiquer leurs droits. L'organisation a joué un rôle majeur dans le cadre des initiatives visant à favoriser un développement durable aux niveaux national et international. Les principaux facteurs ont été les groupes militants, le contentieux et la sensibilisation au niveau politique pour les générations afin de faire pression en faveur de la mise en œuvre de réformes en faveur du peuple.

Contribution à des activités des Nations Unies

En matière d'éducation universelle, l'organisation a inscrit 1 047 enfants non scolarisés dans ses écoles primaires rurales de la région de l'Himalaya pour la communauté autochtone nomade, ainsi que des travailleurs et des femmes esclaves sauvés de la traite des êtres humains.

Afin de promouvoir l'égalité des sexes et d'autonomiser les femmes, l'organisation a créé 50 centres d'autonomisation au sein desquels 1 500 femmes ont participé à des groupes d'entraide sur l'alphabétisation fonctionnelle à Uttarakhand, en Inde. S'agissant du renforcement des capacités des femmes, l'organisation a instruit 14 380 femmes sur l'égalité entre les sexes dans les collectivités locales, en recourant au leadership et à la citoyenneté transformatifs des femmes à Uttarakhand et Uttar Pradesh (Inde). Vingt-cinq mille femmes supplémentaires ont bénéficié d'une formation sur un meilleur accès à la justice basée sur des notions élémentaires de droit dans les États indiens de l'Uttarakhand, de Himachal Pradesh, de Chhattisgarh, du Jharkhand, d'Orissa et du Rajasthan. L'organisation a mis sur pied une formation fondée sur les droits à Katmandou, et dispensé une formation de sensibilisation à 1 089 femmes sur la sélection en fonction du sexe et les cadres politiques à Uttarakhand.

Afin d'éradiquer la pauvreté et la faim, l'organisation a formé 310 femmes musulmanes minoritaires à Haryana (Inde) ainsi que 200 femmes marginalisées au sein de groupes d'entraide à Uttarakhand sur le développement de compétences, l'inclusion financière et la création de revenus. Elle a mobilisé 100 villages à Uttarakhand sur la politique, la législation et les lois relatives à la transparence dans le cadre de la loi intitulée Mahatma Gandhi National Rural Employment Act, afin de répondre aux problèmes de la pauvreté et de la faim qui affectent les marginalisés.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à un atelier pour les parties prenantes du PNUD à Ahmadabad (Inde) les 10 et 11 octobre 2011. Il a également pris part à la consultation régionale sur les droits de l'homme liée à l'examen périodique universel en Inde ainsi qu'à un groupe de travail sur les droits de l'homme et les Nations Unies à New Delhi les 15 et 16 septembre 2011. L'organisation a participé à une conférence internationale de l'UNESCO sur l'alphabétisation des femmes aux fins du développement durable et inclusif, mise sur pied à New Delhi du 8 au 10 septembre 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2010, l'organisation s'est associée au PNUD en Inde en qualité d'agence-ressources et a formé 2 100 femmes sur le renforcement de l'autonomisation sociale, économique et politique des femmes au sein des districts de Jaunpur, Mirzapur et Sant Ravidas Nagar d'Uttar Pradesh. Elle a également collaboré avec le PNUD en qualité d'organisme ressource afin de développer un recueil de sensibilisation aux droits juridiques, une boîte à outils d'informations sur les lois, les dispositions statutaires ainsi que les plans et programmes de développement spécifiques à Uttar Pradesh en 2010 et 2011.

De 2009 à 2011, dans le cadre d'une initiative visant à donner accès à la justice en partenariat avec le PNUD-Inde, l'organisation a formé et éduqué 9 000 personnes directement et 22 000 personnes indirectement sur des questions relatives aux femmes, aux castes et aux tribus à travers une instruction juridique dans les États d'Orissa, du Rajasthan et d'Uttar Pradesh. En 2010, elle a collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) en Inde et l'organisation Women Power Connect afin de sensibiliser 1 089 femmes sur la question du rapport de masculinité chez les enfants. Elle a également participé à une étude sur la démocratie locale en Asie et la représentation dans le cadre de la décentralisation de la gouvernance, en collaboration avec le PNUD à Bangkok, de même qu'à une étude avec l'UNESCO visant à étudier les lois et politiques en vigueur au niveau national aux fins de l'éradication de la pauvreté cadre du respect des droits de l'homme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours de la période à l'examen, l'organisation a célébré tous les ans la Journée internationale de la femme en honorant les femmes qui parviennent à faire de leur village un village idéal. Elle a en outre célébré la Journée mondiale de l'environnement chaque année en organisant toute une série de débats sur la protection de l'environnement. Ses membres se sont mutuellement encouragés à planter un arbre. L'organisation célèbre la Journée internationale de l'alphabétisation, en commémorant les bénévoles et les enseignants pour leur travail exceptionnel dans le domaine de l'alphabétisation. Elle célèbre la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et sensibilise sur ce sujet. Deux cents personnes ont participé à l'événement mis sur pied par l'organisation pour célébrer la Journée internationale des droits de l'homme, en ce compris des défenseurs des droits de l'homme. Elle a également contribué à la concrétisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Inde en inscrivant 1047 enfants non scolarisés dans les écoles, en promouvant l'égalité entre les sexes et l'autonomisation auprès de 41 969 femmes vulnérables en leur proposant une formation sur la participation à la gouvernance et un meilleur accès à la justice. Elle a en outre proposé des possibilités d'emploi rémunérateur à plus de 600 femmes.

13. Society for the Protection of the Rights of the Child

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

La Society for the Protection of the Rights of the Child est une organisation nationale œuvrant en faveur des droits de l'enfant fondée en décembre 2012 afin de promouvoir et de protéger les droits de l'enfant. Elle compte des bureaux dans cinq villes, dont un siège social à Islamabad et des bureaux provinciaux à Peshawar, à Lahore, à Quetta et à Karachi (Pakistan).

Objectifs, mission et principales activités

L'organisation ambitionne un monde dans lequel les enfants sont appréciés et protégés et qui assure la promotion et la protection de leurs droits. Elle a pour mission de promouvoir et de protéger les droits des enfants et de les rendre autonomes en appliquant les normes internationales à travers des activités de plaidoyer, en s'appuyant sur des travaux de recherche, la sensibilisation, la fourniture de services ainsi que le développement humain et institutionnel. L'approche de l'organisation repose entre autres sur les axes suivants :

- a) Faire pression sur le gouvernement pour qu'il fasse des droits de l'enfant une question prioritaire et qu'il élabore des mécanismes institutionnels et juridiques;
- b) Encourager la responsabilisation de l'État et de la société en recourant aux médias et à des conférences ainsi qu'en adressant des rapports parallèles périodiques aux comités internationaux de défense des droits de l'homme;
- c) Suivre la situation des droits de l'enfant dans le pays à travers des rapports de situation annuels sur les questions relatives aux enfants;
- d) Mener des études visant à évaluer et faire la lumière sur les problèmes rencontrés par les enfants et formuler des recommandations;
- e) Développer la capacité des responsables en formant les enseignants, la police et les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, de même qu'en organisant des sessions d'échange d'information en présence de fonctionnaires gouvernementaux et de parlementaires;
- f) Susciter une prise de conscience collective et éduquer le public sur la situation et les droits des enfants en recourant à des campagnes, des supports d'information et des messages sur support électronique;
- g) Travailler en réseau avec des organisations locales et internationales afin de développer des synergies et des mécanismes de collaboration entre des organisations ayant une vocation similaire;
- h) Renforcer les activistes des droits de l'enfant en apportant un soutien et assurant des formations au niveau local;
- i) Assurer l'autonomisation des détenteurs de droits en mettant en place des forums de discussion et en veillant à la participation des enfants sous la forme de clubs de droits de l'enfant et d'un parlement de l'enfant;
- j) Procéder à des interventions stratégiques pour les enfants, et notamment apporter une aide juridique ainsi que tout autre soutien de manière à améliorer les

conditions de vie dans les prisons et à aider les enfants travailleurs ainsi que leurs familles à être enregistrés à la naissance et à accéder aux services sociaux;

k) Assurer les interventions d'urgence et les services de relèvement rapide, notamment l'aide humanitaire de base tels que les produits alimentaires et non-alimentaires, de même que des aires de jeux sécurisées pour les enfants, la réhabilitation des écoles endommagées et une aide financière pour les familles gravement touchées.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2009, en collaboration avec Save the Children UK, l'organisation a préparé et soumis un rapport de la société civile sur le respect de la Convention relative aux droits de l'enfant par le Pakistan.

Au cours de la période à l'examen, l'organisation a régulièrement célébré la Journée mondiale contre le travail des enfants, la Journée mondiale pour la prévention des abus envers les enfants et la Journée mondiale de l'enfance. Elle a également participé à la Campagne mondiale en faveur de l'éducation, pour laquelle elle a défini des activités sur des thèmes annuels afin d'attirer l'attention sur diverses préoccupations et d'encourager les gouvernements à œuvrer en vue de la concrétisation des objectifs de leur programme « Éducation pour tous ».

Depuis 1997, la publication phare de l'organisation « The State of Pakistan's Children », comporte des rapports sur la situation des enfants dans le pays sur une base annuelle. À la suite de l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement, cette publication a également traité des progrès du pays dans la concrétisation des objectifs directement en rapport avec les enfants.

En 2010 et 2011, l'organisation a lancé une campagne de sensibilisation en vue de la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant à propos de la participation des enfants aux conflits armés.

Pendant la période considérée, l'organisation a coordonné et travaillé sur des initiatives conjointes élaborées avec le concours de l'organisation Défense des enfants International, le bureau du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, le Comité des droits de l'enfant, le Réseau d'information des droits de l'enfant ainsi que le Forum-Asia.

L'organisation a publié et diffusé les observations finales et des recommandations du Comité des droits de l'enfant pour les troisième et quatrième rapports périodiques du Pakistan.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2009, l'organisation et Save the Children UK, au nom de la société civile, ont présenté un rapport alternatif au Comité sur les droits de l'enfant à Genève.

L'organisation a participé à la seizième session du Conseil des droits de l'homme, organisée à Genève en 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation et l'UNICEF participent à leurs conférences mutuelles et ont collaboré pour préconiser l'adoption de lois de protection de l'enfance dans la province du Baluchistan (Pakistan).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le rapport annuel de l'organisation, intitulé « *The State of Pakistan's Children* », souligne les progrès et contraintes liés à la concrétisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier ceux ayant trait à l'éducation et à la santé.

En 2011, une brochure d'information sur les objectifs du Pakistan en rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que leur état d'avancement a été publiée et diffusée auprès de diverses organisations de la société civile.

14. Conseil soudanais des associations bénévoles

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

Le Conseil soudanais des associations bénévoles a été créé en 1979 à Khartoum. D'abord forum pour les ONG, il est devenu un groupement de plus de 1 200 ONG nationales inscrites auprès de la Commission de l'aide humanitaire au Soudan.

Objectifs, mission et principales activités

Les objectifs, mission et principales activités sont les suivants :

- Promouvoir et développer le bénévolat au Soudan;
- Créer un forum pour les ONG nationales au Soudan qui leur permet d'échanger des informations et expériences;
- Renforcer les capacités des ONG nationales dans différents secteurs des activités de bénévolat par le biais de programmes de formation;
- Mettre en relation les ONG nationales et les entités gouvernementales connexes ainsi que leurs équivalents aux niveaux régional et international;
- Soutenir et promouvoir les activités des ONG nationale;s
- Se mettre en rapport avec des ONG nationales ayant des activités similaires.

L'organisation a étendu la portée géographique de ses opérations pour couvrir la plupart des régions et états au Soudan afin de relever les principaux défis et les questions émergentes dans le pays. Par son statut d'ONG-cadre, sa taille et sa nature ont évolué au cours des dernières années pour tenir compte des nouvelles ONG travaillant au Soudan. L'organisation a renforcé ses capacités pour tenir compte des nouveaux défis posés par l'augmentation du nombre de membres et l'expansion des emplacements géographiques. Sa portée au Soudan s'est étendue et sa coopération

avec des ONG internationales a été renforcée. De plus, elle joue un plus grand rôle de sensibilisation dans des domaines tels que l'aide humanitaire, la gestion des catastrophes, les droits de l'homme, la démocratie, la bonne gouvernance et la participation populaire.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation participe actuellement, avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires au Soudan, à la coordination et aux services communs pour garantir la fourniture de services vitaux aux populations vulnérables et nécessiteuses du Soudan, en particulier au Darfour, au Kordofan méridional et au Nil Bleu. Elle a supervisé les élections au Soudan en février 2010, en collaboration avec la Commission électorale nationale et le PNUD. Elle a également contribué aux préparatifs et à la supervision du référendum organisé au Soudan du Sud, en janvier 2011. L'organisation a pris part aux activités de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et de l'Union africaine dans le cadre de la coopération établie avec les Nations Unies et la communauté internationale afin de s'attaquer aux problèmes potentiels et aux risques liés au changement climatique, à la sécheresse et à la désertification en Afrique.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au moment de présenter ses rapports, l'organisation a pris part aux huitième et quatorzième sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme, ainsi qu'à ses onzième et seizième sessions extraordinaires, à Genève, pour plaider en faveur des questions touchant aux droits de l'homme au Soudan. Elle a également participé à une consultation annuelle avec le Haut-Commissariat pour les réfugiés, à Genève en 2008, en vue de soutenir les réfugiés au Soudan et dans les pays voisins. Des délégués de l'organisation ont pris part aux cinquante-troisième à cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme, à New York. Le directeur exécutif de l'Organisation a participé à la huitième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, organisée à New York en 2009.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation maintient de bonnes relations grâce à une relation de travail harmonieuse établie avec des institutions spécialisées des Nations Unies au Soudan. Elle a conduit une campagne de sensibilisation aux questions de droits de l'homme au Soudan en 2009 et 2010 en partenariat avec le Conseil consultatif pour les droits de l'homme. Elle a également pris part à des campagnes, des activités et des programmes nationaux de lutte contre la violence à l'égard des femmes au Soudan en 2011, avec la collaboration d'ONU-Femmes, du FNUAP et de l'unité nationale de lutte contre la violence faite aux femmes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation s'efforce de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement par le biais d'actions de sensibilisation, des forums et des ateliers parmi ses membres. Elle vise l'éducation primaire universelle grâce à des programmes d'apprentissage ciblant les enfants au Soudan. Elle a joué un rôle fondamental dans la mobilisation des ONG nationales pour répondre aux défis posés

par la mortalité maternelle et a participé à des événements organisés pour célébrer la Journée mondiale de la lutte contre le sida à Khartoum en vue de lutter contre le risque potentiel du sida. Elle a également participé à des événements de commémoration de la Journée internationale des femmes rurales, afin de contribuer à la question de l'autonomisation des femmes.

15. Voices of African Mothers

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

Voices of African Mothers est une organisation africaine dont le siège se trouve au Ghana. Elle a également un bureau à New York et un bureau de sensibilisation en République-Unie de Tanzanie. Elle est à la fois une organisation caritative, un partenaire du développement d'EuropeAid, un organisateur partenaire du secrétariat de la Commission du développement durable, un membre de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies et un membre du PNUE.

Objectifs, mission et principales activités

L'organisation souhaite que les femmes et les générations futures jouissent d'un large éventail d'opportunités éducatives, d'une autonomisation économique et deviennent de grands décideurs dans leur pays sur le continent africain.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a participé aux cinquante-trois à cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme et a été désignée organisateur partenaire du grand groupe des femmes pour couvrir les dix-huit et dix-neuvième sessions de la Commission du développement durable, conduisant à la Conférence Rio+20. En juillet 2009, elle a accueilli et facilité un forum de la société civile internationale à l'université d'Accra, qui a attiré plus de 600 participants et publié le résumé et les conclusions de celle-ci sur le sujet du rôle critique des femmes dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a facilité la tenue d'événements parallèles pour les cinquante-trois à cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme ainsi que pour les dix-huit et dix-neuvième sessions de la Commission du développement durable. Elle a publié un document d'analyse récapitulant les conclusions de la Conférence Rio+20 et contenait les prochaines étapes à suivre par ses membres. Elle a soumis un document d'analyse de la réunion d'application régionale pour l'Afrique, organisée en Éthiopie, à incorporer dans le rapport du Secrétaire général à l'occasion de la dix-huitième session de la Commission du développement durable.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec d'autres groupes majeurs de femmes sur des questions touchant les femmes pour préparer la Conférence Rio+20, en particulier les points de vues des communautés de femmes en Afrique.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les principaux programmes de sensibilisation de l'organisation tournent autour des objectifs du Millénaire pour le développement et se traduisent notamment par une académie pour jeunes filles et garçons, des initiatives agricoles, une formation en administration, une clinique et des supports environnementaux.
